

MEETING

DES AROUCH A EL-ESNAM
Les élections, les fléaux
sociaux et le dévelop-
pement local au menu

La place publique de la ville d'El-Esnam a, encore une fois, été le théâtre d'un rassemblement organisé par les arouch de la commune pour parler des questions de l'heure. En effet, le comité citoyen et au lendemain de sa rencontre avec le chef de cabinet du wali en présence des directeurs d'exécutif et les autorités locales, le P/APC et le chef de daïra, a organisé ce jeudi après-midi une rencontre pour expliquer aux citoyens de la commune les différents points abordés lors de cette rencontre mais aussi parler de la question de l'heure à savoir les élections législatives prévues pour le 17 mai prochain et pour lesquelles plusieurs délégués s'emballent.

Ainsi, à propos de ces élections, les délégués d'El-Esnam, Mahmoud Bouchelkai, Bellout Rabah et Belhachemi Rachid sont tour à tour intervenus pour expliquer aux citoyens pourquoi le comité citoyen d'El-Esnam est contre toute participation des délégués aux élections.

Rappelant le code d'honneur du mouvement citoyen qui interdit aux délégués toute participation aux joutes électorales sous peine de se voir exclus d'office, les délégués ont fustigé leurs pairs qui sont entrés dans ces élections. Par ailleurs et abordant le volet économique, les délégués qui se sont réunis récemment à la wilaya avec l'ensemble des directeurs d'exécutif pour la circonstance ont donné un compte rendu succinct à la population. Il y a d'abord les engagements des autorités de la wilaya quant à l'éradication des bidonvilles, surtout la cité de regroupement qui continue à donner une image hideuse au chef-lieu, ensuite, la réception prochaine des 100 locaux commerciaux dont l'APC s'est attelée à finir le plus rapidement possible, l'alimentation des villages en eau potable à partir du barrage Tilesdit dont les transferts des eaux vers les douze communes inscrites, sont presque achevés, la réhabilitation des salles de soins et de la maternité située au chef-lieu, sont autant de promesses faites aux délégués par les autorités de la wilaya.

Enfin, concernant les commerces sauvages et les baraques érigées le long de la RN5 qui ternissent l'image de la ville et où la drogue et autres boissons alcoolisées sont vendues en toute impunité, les délégués rappellent les actions entreprises par l'APC, à savoir le dégagement d'un terrain pour les commerçants et les propriétaires des baraques. Ceux-ci n'ayant pas voulu quitter les lieux, l'APC a saisi officiellement la wilaya pour prendre des mesures nécessaires mais la wilaya n'a rien entrepris à leur rencontre jusqu'à présent. Pour y mettre un terme, les délégués ont réitéré l'exigence de la population consistant en la nécessité d'implanter une Sûreté urbaine pour suppléer au manque de gendarmes cantonnés dans leur brigade tant ils sont indésirables au niveau de la commune.

Les délégués ont à la fin exhorté les citoyens à rester vigilants, à respecter les candidats et choisir ceux qu'ils désirent en toute démocratie, et appeler une dernière fois les autorités de la wilaya à prendre des mesures nécessaires pour éradiquer les fléaux sociaux en accélérant l'implantation d'une Sûreté urbaine. Faute de quoi, les délégués ont promis d'organiser une grande marche pacifique dans les deux prochaines semaines.

Y. Y.

BEJAIA

Une patrouille de l'ANP
blesse grièvement
un citoyen à Adekar

Des éléments de l'ANP ont grièvement blessé par balles un citoyen dans la région d'Adekar, plus précisément au lieu-dit Bourbaâtach dans la nuit de jeudi, a-t-on appris de sources sûres. La patrouille de l'armée en cantonnement dans la région dans le cadre de la lutte antiterroriste qui effectuait une ronde dans les environs aurait aperçu la victime vers trois heures du matin dans l'un de ses champs et croyant avoir en face d'eux un élément des groupes armés, les soldats auraient tiré, a précisé notre source. Grièvement atteinte, la victime, d'un âge avancé, a été immédiatement évacuée à l'hôpital Khellil-Amrane de Béjaïa et se trouverait hors de danger, indique encore notre source. Une enquête a été ouverte par le commandement militaire de Béjaïa pour éclaircir l'affaire.

A. K.

EDUCATION

Les enseignants du primaire
boycottent leur formation

Plus de 200 enseignants de l'enseignement primaire, représentant les différentes circonscriptions du Grand-Alger ont refusé jeudi, pour la troisième journée consécutive, d'intégrer les salles du lycée Omar-Racim, où ils devaient recevoir des cours de formation.

Celle-ci entre dans le cadre de la formation des formateurs, initiée par le département de l'Education nationale qui prévoit de former 214 000 enseignants à l'horizon 2014. Si la première année s'est plutôt déroulée dans de bonnes conditions, vu le respect du calendrier, par les directions de l'éducation, la deuxième année de ce cycle laisse apparaître d'ores et déjà les prémices d'un échec.

Rassemblés dans la grande cour du lycée Omar-Racim, les enseignants du primaire ont exprimé leur refus de répondre à l'appel de la direction de l'éducation qui les a convoqués pour les 13, 14 et 15 mars, afin de prendre des cours, qui, initialement, devraient s'étaler sur tout le semestre, les lundis et jeudis après-midi.

Les examens, quant à eux devraient avoir lieu les 24, 25, 26 et 27 mars prochains. «Nous refusons d'être pris dans le piège



ainsi», a déclaré un groupe d'enseignants. Si le principe du recyclage n'est pas en lui-même contesté par les éducateurs, même les plus anciens d'entre eux, qui toutefois ne voient pas l'utilité d'un tel engagement à quelques années près de la retraite, c'est la manière dont a procédé la direction de l'éducation qui a soulevé la colère et l'indignation des enseignants. «En 48 heures, nous avons reçu 10 livres pédagogiques et des convocations pour rejoindre les centres de formation, sans préavis au préalable et sans aucune information», s'est insurgée une enseignante qui déplore le mépris affiché

par la tutelle à leur égard. «Nous sommes des éducateurs et nous exigeons un minimum de respect et de considération», affirme un enseignant, en s'interrogeant sur les motivations d'une telle provocation.

«Nous étions dans nos écoles depuis septembre, alors, pourquoi c'est maintenant qu'on nous impose une formation expéditive, nous demandons même de sacrifier nos vacances?» s'interroge-t-on. Il se trouve également que les professeurs de lycée, sollicités à leur tour, pour dispenser cette formation aux enseignants du primaire, se sont opposés à cette sollicitation. «Nous

avons été réquisitionnés pour trois jours afin de donner des cours à nos collègues. Or, nous ne sommes pas habilités à le faire. Nous ne sommes pas des formateurs», a signalé un enseignant du lycée Omar-Racim.

Pour rappel, le ministre de l'Education nationale a déclaré en 2005, à la veille du début du premier cycle de formation, que celle-ci aura lieu dans l'Institut de formation et de perfectionnement des maîtres de l'école fondamentale (IFPM, ex-ITE) de Ben Aknoun, à Alger. Cependant, deux lycées d'Alger, à savoir Omar-Racim et Aïcha, d'Hussein-Dey viennent d'ouvrir leurs portes pour accueillir cette formation. Cette situation a même donné lieu à des tensions entre les enseignants et les responsables administratifs des lycées en question. Ces derniers auraient tenté d'obliger les protestataires de bénéficier de force de la formation. «Nous n'avons aucun ordre à recevoir des lycées. Nous exigeons un dialogue avec la direction de l'éducation», affirme-t-on. Autrement, les enseignants refusent d'aller vers les examens prévus pour la fin du mois en cours.

Rosa Mansouri

VISITE DU ROI CARLOS ET LA REINE SOPHIA A ORAN

Le couple royal découvre le site
du Murdjadjo

S'il n'y pas eu débordement de foule, comme pour la visite en 2002 du président français Jacques Chirac, pour accueillir le couple royal d'Espagne qui était hier à Oran pour son dernier jour de visite officielle en Algérie, la population a tout fait malgré tout pour offrir un accueil chaleureux à ses hôtes de marque ainsi qu'au président de la République.

En effet, le chef de l'Etat qui est arrivé à l'aéroport d'Es-Senia, en milieu de matinée a attendu ses invités pour les accueillir selon le protocole. Le long cortège officiel n'est arrivé que vers 12h30 à la place du 1er-Novembre où s'était massée la foule notamment de nombreuses femmes et enfants, encadrés par des associations de quartier, et les jeunes scouts d'Oran.

La place délimitée par des barrières pour contenir la foule agitant des petits drapeaux, était ornée aux couleurs des deux pays et des portraits géants du roi d'Espagne et du président Bouteflika, avaient été disposés sur les façades de la



mairie et de certains bâtiments. L'un de ces portraits, avait été tendu justement sur un bâtiment de la place du 1er-Novembre, en ruine et abandonné depuis des années.

Le couple royal accompagné par le chef de l'Etat sera accueilli sur le perron du siège de la mairie par l'ensemble de l'exécutif, avec des troupes folkloriques, les coups de baroud et la parade des chevaux de fantasia. Puis, le roi Juan Carlos accompagné de son épouse, la reine Sophia et du président Bouteflika, ont, ensemble, effectué à pied un bref parcours pour saluer

la foule. A plusieurs reprises, ils se sont rapprochés des barrières pour serrer les mains de citoyens qui scandaient le nom du chef de l'Etat. La reine Sophia, également saluée de la main les Oranais qui étaient installés sur les balcons. Au milieu de la délégation, étaient visibles tous les principaux ministres d'Etat du gouvernement, Chakib Khelil, Ahmed Bedjaoui, Zerhouni, Soltani, Ghoul, Maghlaoui, ... «Ce bain de foule», fut très rapide avant que le cortège ne se mette en marche en direction du fort de Santa Cruz, situé sur le mont Murdjadjo. Mais à

ce stade de la visite du couple royal, la presse ne fut pas autorisée à suivre le cortège, excepté la presse espagnole et les organes officiels. Accompagné par le ministre de l'Intérieur, représentant le chef de l'Etat, le couple royal s'est en effet rendu par la suite à la chapelle de Notre Dame du Salut se trouvant au bas du fort de Santa Cruz, construit au XVI^e siècle par les Espagnols. Sur le plateau du mausolée Sidi-Abdelkader, le roi et la reine ont planté symboliquement un arbre alors qu'un orchestre de musique andalouse les accueillait.

Dans l'après-midi, le cortège officiel s'est rendu dans la zone industrielle d'Arzew sur le site d'une société mixte algéro-espagnole Ferial, qui produit de l'ammoniac et des engrais chimiques. C'est en fin de journée et à partir de l'aéroport d'Es-Senia que le roi Juan Carlos et la reine Sophia quittèrent l'Algérie salués par le chef de l'Etat et le chef du gouvernement, M. Belkhadem.

Façal M.